



TRANSAT A.T. INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2011

LE 7 SEPTEMBRE 2011

Relations avec les investisseurs

M. Denis Pétrin

Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière

relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers

TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités du troisième trimestre des exercices 2011 et 2010, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2010, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2010. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 7 septembre 2011. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Se référer à la *section Mesures financières non conformes aux PCGR* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la société prévoit des résultats inférieurs à l'an passé au quatrième trimestre.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les hypothèses utilisées pour évaluer les titres détenus dans des PCAA se matérialiseront, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et

les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les PCGR. Nous présentons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Généralement, une mesure financière non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas conforme aux PCGR et qui soit exclu ou comprend des montants compris ou exclus dans la mesure la plus directement comparable calculée et présentée conformément aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la société sont les suivantes :

Marge (perte d'exploitation)	Revenus moins les dépenses d'exploitation.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales, impôts sur les bénéfices, variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Bénéfice net (perte nette) avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté après impôts par action (perte ajustée après impôts par action)	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
Dettes nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les PCGR, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non conformes aux PCGR avec les mesures financières les plus comparables des PCGR :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Revenus	936 974	867 344	2 848 237	2 720 292
Dépenses d'exploitation	(922 370)	(813 403)	(2 839 103)	(2 670 562)
Marge	14 604	53 941	9 134	49 730
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(2 662)	21 272	(5 282)	15 973
Impôts sur les bénéfices (récupération)	(239)	13 831	(5 096)	8 351
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	8 342	2 968	(3 651)	(7 350)
Perte (gain) non monétaire sur des placements dans des PCAA	(321)	3 901	(6 958)	(1 493)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(76)	—	(1 036)
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	5 120	41 896	(20 987)	14 445
Bénéfice net (perte nette)	(2 877)	20 925	(7 730)	13 251
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	8 342	2 968	(3 651)	(7 350)
Perte (gain) non monétaire sur des placements dans des PCAA	(321)	3 901	(6 958)	(1 493)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(76)	—	(1 036)
Incidence fiscale	(2 390)	(890)	1 009	2 564
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	2 754	26 828	(17 330)	5 936
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	2 754	26 828	(17 330)	5 936
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	38 044	38 217	37 910	38 039
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts dilué(e) par action	0,07	0,70	(0,46)	0,16

	Au 31 juillet 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Versements sur dette à long terme échéant à moins d'un an	6 535	13 768
Dette à long terme	344	15 291
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services	598 819	643 750
Dette totale	605 698	672 809
Dette totale	605 698	672 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(307 642)	(180 627)
Placements dans des PCAA	(78 135)	(72 346)
Dette nette	219 921	419 836

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats								
Revenus	936 974	867 344	69 630	8,0	2 848 237	2 720 292	127 945	4,7
Marge ¹	14 604	53 941	(39 337)	(72,9)	9 134	49 730	(40 596)	(81,6)
Bénéfice net (perte nette)	(2 877)	20 925	(23 802)	(113,7)	(7 730)	13 251	(20 981)	(158,3)
Bénéfice (perte) de base par action	(0,08)	0,55	(0,63)	(114,5)	(0,20)	0,35	(0,55)	(157,1)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,08)	0,55	(0,63)	(114,5)	(0,20)	0,35	(0,55)	(157,1)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts ¹	2 754	26 828	(24 074)	(89,7)	(17 330)	5 936	(23 266)	(391,9)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts dilué(e) par action	0,07	0,70	(0,63)	(90,0)	(0,46)	0,16	(0,62)	(387,5)
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	45 364	48 154	(2 790)	(5,8)	197 608	154 893	42 715	27,6
Activités d'investissement	(13 735)	(6 700)	(7 035)	(105,0)	(42 220)	(15 868)	(26 352)	(166,1)
Activités de financement	19	(34 294)	34 313	100,1	(23 104)	(89 484)	66 380	74,2
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 248)	3 152	(5 400)	(171,3)	(5 269)	(12 815)	7 546	58,9
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	29 400	10 312	19 088	185,1	127 015	36 726	90 289	245,8
Bilans consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					307 642	180 627	127 015	70,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)					337 884	352 650	(14 766)	(4,2)
Placements dans des PCAA					78 135	72 346	5 789	8,0
					723 661	605 623	118 038	19,5
Actif total					1 354 837	1 189 458	165 379	13,9
Dette (à court terme et à long terme)					6 879	29 059	(22 180)	(76,3)
Dette totale ¹					605 698	672 809	(67 111)	(10,0)
Dette nette ¹					219 921	419 836	(199 915)	(47,6)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

APERÇU

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyageur, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyageur expéditeur et comme voyageur réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total plus de 500 agences de voyages (dont près de 400 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre de touristes internationaux a augmenté de près de 7 % au cours de l'année 2010, après avoir diminué de 4 % en 2009. La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe en 2014. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyageur expéditeur et voyageur réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyageur expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyageur réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 50 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyageurs; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2011, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

- Poursuivre la transformation de l'organisation avec l'implantation harmonisée de nouveaux systèmes informatiques et processus d'opération y étant liés.
- Augmenter les revenus de Transat Tours Canada par la croissance interne.
- Accroître les revenus et la rentabilité de Transat France, afin de devenir le troisième voyageur en France d'ici 2013.
- Renforcer notre présence, accroître nos ventes et améliorer nos résultats sur certains marchés étrangers.
- Poursuivre activement le plan visant à faire de Transat une des entreprises les plus responsables de son industrie.
- Dans le secteur aérien, améliorer notre compétitivité en matière de qualité de service et de coûts d'exploitation.
- Accroître la capacité d'adaptation de notre organisation.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	624 386	544 063	80 323	14,8	2 208 423	2 087 609	120 814	5,8
Europe	312 588	323 281	(10 693)	(3,3)	639 814	632 683	7 131	1,1
	936 974	867 344	69 630	8,0	2 848 237	2 720 292	127 945	4,7

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditeurs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2010, nos revenus ont augmenté de 69,6 millions de dollars pour le trimestre et de 127,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminées le 31 juillet 2011. Ces augmentations sont attribuables à des hausses des prix de vente moyens, lesquelles découlent des hausses des surcharges de carburant et de la fin du contrat d'achats / ventes de sièges avec Sunquest, surtout pour la saison d'hiver, combinées à une hausse du nombre de voyageurs. Le nombre de voyageurs a augmenté 4,3 % pour le troisième

trimestre et de 0,5 % pour la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de 2010. L'appréciation de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar au cours du troisième trimestre a également contribué à augmenter nos revenus.

Pour le troisième trimestre, nous avons enregistré une hausse de nos revenus en Amérique de 14,8 % et une baisse de 3,3 % en Europe, alors que pour la période de neuf mois nous affichons des hausses de 5,8 % en Amérique et de 1,1 % en Europe.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	482 893	468 229	14 664	3,1	1 662 839	1 689 917	(20 078)	(1,6)
Carburant d'aéronefs	137 106	86 376	50 730	58,7	307 273	213 821	93 452	43,7
Salaires et avantages sociaux	96 826	85 794	11 032	12,9	279 034	253 644	25 390	10,0
Commissions	33 461	34 630	(1 169)	(3,4)	136 239	127 738	8 501	6,7
Entretien d'aéronefs	29 419	23 707	5 712	24,1	83 653	67 030	16 623	24,8
Frais d'aéroports et de navigation	32 115	25 733	6 382	24,8	73 311	59 809	13 502	22,6
Loyer d'aéronefs	17 848	13 595	4 253	31,3	49 758	41 192	8 566	20,8
Autres	92 702	75 339	17 363	23,0	246 996	217 411	29 585	13,6
Total	922 370	813 403	108 967	13,4	2 839 103	2 670 562	168 541	6,3

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 109,0 millions de dollars (13,4 %) pour le trimestre et de 168,5 millions de dollars pour la période de neuf mois par rapport à 2010. L'augmentation de nos dépenses d'exploitation au cours du trimestre et de la période de neuf mois découle principalement de la hausse des coûts du carburant, et aussi de l'augmentation globale du nombre de voyageurs pour les mêmes périodes comparativement à 2010. De plus, à la suite de l'ajout d'Airbus 330 au cours de la dernière année, le nombre de vols effectué par les aéronefs de notre flotte a augmenté, ce qui a entre autres contribué à diminuer nos coûts directs, surtout pendant la saison d'hiver, et à augmenter nos autres dépenses d'exploitation, comparativement au trimestre et à la période de neuf mois correspondant de 2010. La force du dollar par rapport à la devise américaine a toutefois contribué à diminuer nos coûts, tant pour le trimestre que pour la période de neuf mois. Toutefois, à l'inverse, le dollar s'est déprécié vis-à-vis l'euro et la livre sterling; ce qui s'est traduit par une augmentation de nos dépenses d'exploitation de nos filiales étrangères, une fois converties en dollars canadiens, en plus d'avoir une incidence défavorable sur les dépenses dans ces devises de nos filiales canadiennes.

Ceci s'est traduit par des augmentations de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 23,7 % pour le troisième trimestre et de 8,2 % pour la période de neuf mois de 2011. En Europe, nos dépenses d'exploitations ont diminué de 4,7 % pour le troisième trimestre et de 0,1 % pour la période de neuf mois.

COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du troisième trimestre, ces coûts ont augmenté de 14,7 millions de dollars (3,1 %), principalement à la suite de l'augmentation de nos coûts de chambres d'hôtels, de l'accroissement de nos activités commerciales et, dans une moindre mesure, de la faiblesse du dollar vis-à-vis l'euro, comparativement à 2010. Pour la période de neuf mois, les coûts directs ont diminué de 20,1 millions de dollars (1,6 %) principalement à la suite d'une baisse de nos achats de sièges en raison de la fin de notre contrat d'achat de sièges avec Sunquest et de la vigueur du dollar, compensée par une hausse de nos coûts de chambres d'hôtels.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 50,7 millions de dollars (58,7 %) pour le trimestre et de 93,5 millions de dollars (43,7 %) pour la période de neuf mois. Les augmentations du trimestre et de la période de neuf mois découlent principalement de la flambée des prix du carburant et d'une hausse du nombre de vols effectués par notre flotte d'aéronefs.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 11,0 millions de dollars (12,9 %) pour le trimestre et de 25,4 millions de dollars (10,0 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2010. Les augmentations du trimestre et du semestre résultent, entre autres, d'une augmentation des effectifs, principalement à la suite de l'ajout d'aéronefs à notre flotte et, dans une moindre mesure, des augmentations salariales annuelles.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 1,2 million de dollars (3,4 %) au cours du troisième trimestre et a augmenté de 8,5 millions de dollars (6,7 %) au cours de la période de neuf mois par rapport aux périodes correspondantes de 2010. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 3,6 % de nos revenus pour le troisième trimestre, comparativement à 4,0 % pour la même période en 2010. Cette diminution résulte d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée. Pour la période de neuf mois, les commissions ont augmenté et représentent 4,8 % de nos revenus comparativement à 4,7 % en 2010. Cette hausse découle principalement d'une augmentation des revenus sur lesquels une commission est calculée.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2010, ces dépenses ont augmenté de 5,7 millions de dollars (24,1 %) au cours du troisième trimestre et de 16,6 millions de dollars (24,8 %) au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre de vols effectués par notre flotte. De plus, au début de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, nous avons revu à la baisse certaines de nos hypothèses liées à nos coûts futurs d'entretien à la suite de la signature d'une nouvelle entente avec un de nos fournisseurs et de l'optimisation de notre calendrier d'entretiens futurs.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 6,4 millions de dollars (24,8 %) pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2011 et de 13,5 millions de dollars (22,6 %) pour la période de neuf mois terminée à la même date. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre de vols effectués par notre flotte d'aéronefs, compensée par la vigueur du dollar.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 4,3 millions de dollars (31,3 %) au cours du troisième trimestre et de 8,6 millions de dollars (20,8 %) au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de 2010. Ces augmentations découlent de l'ajout de trois Airbus A330 au cours du premier trimestre de 2011 et d'un Airbus A330 au cours du deuxième trimestre 2011, lesquelles sont partiellement compensées par le retrait d'un Airbus A310 au cours du premier trimestre et de la force du dollar comparativement à la devise américaine.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 17,4 millions de dollars (23,0 %) au cours du troisième trimestre et de 29,6 millions de dollars (13,6 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2010. Les augmentations découlent principalement de la hausse de nos activités commerciales.

MARGE

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 14,6 millions de dollars (1,6 %) au cours du troisième trimestre comparativement à une marge de 53,9 millions de dollars (6,2 %) en 2010. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une marge de 9,1 millions de dollars (0,3 %) comparativement à une marge de 49,7 millions de dollars (1,8 %) en 2010. La flambée des prix du carburant combinée à la baisse du taux d'occupation des appareils, à la hausse de la capacité globale sur le marché transatlantique et à une pression à la baisse sur les prix de vente ont contribué à compresser nos marges, tant pour le trimestre que la période de neuf mois.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	624 386	544 063	80 323	14,8	2 208 423	2 087 609	120 814	5,8
Dépenses d'exploitation	640 354	517 482	122 872	23,7	2 220 791	2 051 869	168 922	8,2
Marge (perte d'exploitation)	(15 968)	26 581	(42 549)	(160,1)	(12 368)	35 740	(48 108)	(134,6)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 80,3 millions de dollars (14,8 %) au cours du troisième trimestre et de 120,8 millions de dollars (5,8 %) au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet, comparativement aux périodes correspondantes de 2010. L'augmentation des revenus du troisième trimestre découle d'une hausse du nombre de voyageurs de 20,5 %, cette dernière étant rendue possible grâce à l'augmentation de notre capacité comparativement à 2010, alors que les prix de vente moyens affichaient une légère baisse; une conséquence de la vive concurrence sur le marché et d'une offre globale sur le marché transatlantique en hausse comparativement à la même période en 2010. Pour la période de neuf mois, l'augmentation résulte d'une hausse du nombre de voyageurs de 6,0 %, alors que les prix de vente moyens affichaient de légères baisses comparativement à la période correspondante de 2010. Nous avons réalisé une perte d'exploitation de 2,6 % pour le trimestre, comparativement à une marge de 4,9 % en 2010, et une perte d'exploitation de 0,6 % pour la période de neuf mois de 2011 et une marge de 1,7 % pour celle de 2010. L'érosion de nos marges découle principalement d'une hausse des prix du carburant et, dans une moindre mesure pour la période de neuf mois, de la baisse du taux d'occupation de nos appareils.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	312 588	323 281	(10 693)	(3,3)	639 814	632 683	7 131	1,1
Dépenses d'exploitation	282 016	295 921	(13 905)	(4,7)	618 312	618 693	(381)	(0,1)
Marge	30 572	27 360	3 212	11,7	21 502	13 990	7 512	53,7

Comparativement à 2010, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 10,7 millions de dollars (3,3 %) au cours du troisième trimestre et ont augmenté de 7,1 millions de dollars (1,1 %) pour la période de neuf mois. À l'exception de notre filiale Vacances Transat (France), qui vend principalement des forfaits à destinations des Amériques, les revenus de nos principales filiales européennes ont tous diminué au cours du trimestre, et ce malgré des hausses des prix de vente moyens. Le nombre de voyageurs a diminué de 23,0 % pour cette période comparativement à 2010, principalement en raison de la crise qui fait rage dans certains pays d'Afrique du Nord; une région qui englobe plusieurs destinations prisées par notre clientèle européenne pendant la saison estivale. Pour la période de neuf mois, l'augmentation de nos revenus découle d'une hausse des prix moyens alors que le nombre de voyageurs diminuait de 17,2 % comparativement à la même période en 2010. Nos activités européennes ont affiché des marges de 30,6 millions de dollars (9,8 %) au cours du trimestre et de 21,5 millions de dollars (3,4 %) au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet comparativement à des marges de 27,4 millions de dollars (8,5 %) et 14,0 millions de dollars (2,2 %) pour les périodes correspondantes de 2010. Les augmentations des marges de notre troisième trimestre et des neuf premiers mois résultent principalement des hausses des prix de ventes. De plus, en 2010, la marge de notre période de neuf mois était détériorée par les coûts supplémentaires encourus par nos sociétés européennes à la suite de l'activité volcanique en Islande.

AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2011	2010	Écart	Écart	2011	2010	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement	10 800	11 858	(1 058)	(8,9)	33 057	36 083	(3 026)	(8,4)
Intérêts sur la dette à long terme	307	489	(182)	(37,2)	1 081	1 678	(597)	(35,6)
Autres intérêts et frais financiers	593	695	(102)	(14,7)	1 595	1 572	23	1,5
Revenus d'intérêts	(1 934)	(673)	(1 261)	(187,4)	(5 638)	(1 710)	(3 928)	(229,7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	8 342	2 968	5 374	181,1	(3 651)	(7 350)	3 699	(50,3)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(144)	(428)	284	66,4	1 212	(97)	1 309	1349,5
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	(321)	3 901	(4 222)	(108,2)	(6 958)	(1 493)	(5 465)	(366,0)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(76)	76	100,0	—	(1 036)	1 036	100,0
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette d'une société satellite	(138)	104	(242)	(232,7)	(1 186)	(2 241)	1 055	47,1

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 1,1 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 3,0 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 comparativement aux mêmes en 2010. Ces diminutions sont attribuables à la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels au cours des derniers exercices. En 2010, la dépense d'amortissement incluait un montant de 1,1 million de dollars à titre de gain sur option de remboursement de la dette reporté pour le trimestre et de 3,2 millions de dollars pour la période de neuf mois.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME

Les intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 0,2 million de dollars au cours du troisième trimestre et ont diminué de 0,6 million de dollars pour les neuf premiers mois comparativement à 2010. La diminution découle de soldes moyens de dettes inférieurs à ceux de 2010.

AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont diminué de 0,1 million de dollars au cours du troisième trimestre et sont demeurés stables au cours des neuf premiers mois comparativement aux périodes correspondantes de 2010.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,3 million de dollars au cours du présent trimestre et de 3,9 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 comparativement aux périodes correspondantes de 2010. Ces augmentations résultent principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés au cours des périodes de 2011 par rapport à celles correspondantes de 2010.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 8,3 millions de dollars comparativement à 3,0 millions de dollars en 2010. Pour la période de neuf mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 3,7 millions de dollars comparativement à 7,4 millions de dollars en 2010.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché un gain de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,1 million de dollars alors que nous avons affiché une perte de change de 1,2 million de dollars pour la période de neuf mois.

PERTE (GAIN) SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le troisième trimestre, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 0,3 million de dollars alors que pour les neuf premiers mois, le gain s'est élevé à 7,0 millions de dollars. (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détail)

QUOTE-PART (DU BÉNÉFICE NET) DE LA PERTE NETTE D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part du bénéfice net d'une société satellite correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part du bénéfice net pour le troisième trimestre s'élève à 0,1 million de dollars comparativement à une quote-part de la perte nette de 0,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. Pour la période de neuf mois, la quote-part du bénéfice net s'est établi à 1,2 million de dollars en regard de 2,2 millions de dollars en 2010. La diminution pour la période de neuf mois découle principalement de la perte de change sur la dette à long terme alors que notre entreprise affichait une meilleure rentabilité opérationnelle.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur les bénéfices a atteint 0,2 million de dollars au cours du troisième trimestre comparativement à une charge d'impôts sur les bénéfices de 13,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, notre récupération d'impôts s'est élevée à 5,1 millions de dollars, comparativement à une charge d'impôts sur les bénéfices de 8,4 millions de dollars en 2010. Compte non tenu de la quote-part (du bénéfice net) de la perte nette d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 7,9 % pour le présent trimestre et de 44,1 % pour la période de neuf mois, comparativement à 39,3 % et 37,8 % respectivement pour les périodes correspondantes de 2010. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et pour la période de neuf mois découlent principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs bénéfices ou pertes imposables, le cas échéant.

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre perte nette pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 s'est établi à 2,9 millions de dollars, soit 0,08 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 20,9 millions de dollars, soit 0,55 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 044 000 pour le troisième trimestre 2011 et de 37 904 000 pour le trimestre correspondant de 2010.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, nous affichons une perte nette de 7,7 millions de dollars, soit 0,20 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 13,3 millions de dollars, soit 0,35 \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 910 000 pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 et de 37 782 000 pour la période correspondante de 2010.

Sur une base diluée, la perte par action a atteint 0,08 \$ pour le troisième trimestre de 2011, par rapport à un bénéfice dilué par action de 0,55 \$ en 2010; et la perte diluée par action s'est élevée à 0,20 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, par rapport à un bénéfice dilué par action de 0,35 \$ pour la période correspondante de 2010. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 38 044 000 (troisième trimestre 2011), 38 217 000 (troisième trimestre 2010), 37 910 000 (neuf premiers mois 2011) et de 38 039 000 (neuf premiers mois 2010). Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non audités.

Pour le troisième trimestre, notre bénéfice ajusté après impôts s'est établi à 2,8 millions de dollars (0,07 \$ par action) comparativement à 26,8 millions de dollars (0,70 \$ par action) comparativement au troisième trimestre de 2010. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, notre perte ajustée après impôts s'est élevée à 17,3 millions de dollars (0,46 \$ par action) comparativement à un bénéfice ajusté après impôts de 5,9 millions de dollars (0,16 \$ par action) pour la même période en 2010.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la hausse du nombre de voyageurs et/ou des prix de vente moyens. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2009 \$	T1-2010 \$	T2-2010 \$	T3-2010 \$	T4-2010 \$	T1-2011 \$	T2-2011 \$	T3-2011 \$
Revenus	719 656	792 562	1 060 386	867 344	788 585	810 154	1 101 109	936 974
Marge (perte d'exploitation)	35 576	(12 409)	8 198	53 941	77 852	(14 638)	9 168	14 604
Bénéfice net (perte nette)	18 106	(13 872)	6 198	20 925	52 356	(13 473)	8 620	(2 877)
Bénéfice (perte) de base par action	0,53	(0,37)	0,16	0,55	1,38	(0,36)	0,23	(0,08)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,52	(0,37)	0,16	0,55	1,37	(0,36)	0,23	(0,08)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 307,6 millions de dollars, comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2010. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 337,9 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011 comparativement à 352,7 millions de dollars au 31 octobre 2010. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 17,8 millions de dollars, soit un ratio de 1,02, par rapport à un fonds de roulement de 64,3 millions de dollars et un ratio de 1,10 au 31 octobre 2010.

L'actif total a augmenté de 165,4 millions de dollars (13,9 %), passant de 1 189,5 millions le 31 octobre 2010 à 1 354,8 millions de dollars le 31 juillet 2011. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 127,0 millions de dollars, des dépôts de 16,6 millions de dollars, des frais payés d'avance de 16,5 millions de dollars et des impôts sur les bénéfices à recevoir de 15,8 millions de dollars, et compensée par une diminution des débiteurs de 15,9 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 16,2 millions de dollars, passant de 439,1 millions de dollars au 31 octobre 2010 à 422,9 millions de dollars au 31 juillet 2011. Cette diminution découle principalement de la perte de change sur conversion des états financiers de nos établissements autonomes de 7,6 millions de dollars et de notre perte nette de 7,7 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet			Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet		
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	2011 \$	2010 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 364	48 154	(2 790)	197 608	154 893	42 715
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 735)	(6 700)	(7 035)	(42 220)	(15 868)	(26 352)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	19	(34 294)	34 313	(23 104)	(89 484)	66 380
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(2 248)	3 152	(5 400)	(5 269)	(12 815)	7 546
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	29 400	10 312	19 088	127 015	36 726	90 289

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 45,4 millions de dollars, par rapport à 48,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. La diminution de 2,8 millions de dollars survenue au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010 est principalement attribuable à la baisse de notre rentabilité, compensée par une hausse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 27,2 millions de dollars; cette dernière étant principalement due à une augmentation plus importante au cours de la période des crédateurs et par des diminutions plus importantes au cours de la période de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés et des dépôts de clients et revenus reportés, comparativement à celles de la période correspondante de 2010.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 42,7 millions de dollars passant de 154,9 millions de dollars en 2010 à 197,6 millions de dollars. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 55,6 millions de dollars, laquelle est principalement due à une augmentation plus importante au cours de la période des crédateurs et par des diminutions plus importantes au cours de la période de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés, des débiteurs et des dépôts de clients et revenus reportés, comparativement à celles de la période correspondante de 2010. L'augmentation est également attribuable

aux hausses de la variation nette des autres actifs et passifs de 8,3 millions de dollars et de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 6,0 millions de dollars, compensée par la baisse de notre rentabilité.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 13,7 millions de dollars pour le troisième trimestre, une augmentation de 7,0 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2010. Au cours du trimestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 14,1 millions de dollars comparativement à 7,6 millions de dollars en 2010, soit une augmentation de 6,6 millions de dollars, et nous avons encaissé un montant de 0,4 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 0,8 million de dollars en 2010.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 42,2 millions de dollars comparativement à 15,9 millions de dollars en 2010, une augmentation de 26,4 millions de dollars. Au cours de cette période, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 23,3 millions de dollars et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés de 0,5 million de dollars. Également, nous avons encaissé 1,2 million de dollars de placements dans des PCAA, comparativement à 2,6 million de dollars en 2010. Au cours de la période de neuf mois correspondante de 2010, nous avons versé un montant de 0,5 million de dollars pour acquérir le solde des actions de Tourgreece que nous ne détenions pas en plus d'encaisser des montants totalisant 1,6 million de dollars à la suite de la cession de certaines de nos agences de notre réseau de distribution en France.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 34,3 millions de dollars pour le troisième trimestre 2010 à 19 mille dollars pour le troisième trimestre 2011, soit une diminution de 34,3 millions de dollars. Au cours du trimestre, la société a tiré un produit de 0,3 million de dollars lié à l'émission d'actions alors que les dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle se sont élevés à 0,3 million de dollars.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 23,1 millions de dollars, comparativement à 89,5 millions de dollars en 2010, une baisse de 66,4 millions de dollars. Cette baisse découle principalement d'une diminution de 66,6 millions de dollars des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes, comparativement à 2010. Au cours de cette période la société a tiré un produit de 1,3 million de dollars lié à l'émission d'actions, soit 0,2 million de dollars de plus qu'en 2010, alors que les dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle se sont élevés à 2,5 millions de dollars, comparativement à 2,1 millions de dollars en 2010.

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2011, la société disposait de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de deux facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des aéronefs ainsi que de lignes de crédit.

Le 29 juillet 2011, la société a renouvelé son entente de facilité de crédit rotatif pour les fins de ses opérations et celle aux fins de l'émission de lettres de crédit. Selon les nouvelles ententes, la société dispose d'un crédit à terme rotatif de 100,0 millions de dollars, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. De plus la société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars renouvelable annuellement, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Selon les termes de l'entente de facilité de crédit rotatif pour les fins de ses opérations, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes des ententes, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios financiers étaient respectés au 31 juillet.

La société dispose également d'un crédit à terme rotatif au montant de 84,6 millions de dollars venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Cette entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. L'entente comporte un mécanisme sous la forme d'option, qui est effectif depuis la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettra à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 45,9 millions de dollars à partir des billets restructurés. Cette option est présentée à sa juste valeur à chaque date d'arrêté des comptes sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* et toute

variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA*. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2011.

Au 31 juillet 2011, ces facilités de crédit n'étaient pas utilisées, à l'exception de celle de 60,0 millions de dollars aux fins de l'émission de lettre de crédit pour laquelle la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises dont un montant de 46,2 millions de dollars était utilisé.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élevaient, au 31 juillet 2011, à 6,4 millions de dollars [6,7 millions de dollars US]. Ces emprunts ont été remboursés le 1^{er} août 2011. Les emprunts portaient intérêts aux taux TIOI majorés de 2,15 % et 3,25 %.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 9,0 millions d'euros [12,3 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités au 31 juillet 2011. Ces obligations, présentées au passif, s'élevaient à 6,9 millions de dollars au 31 juillet 2011 et à 29,1 millions de dollars au 31 octobre 2010.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 598,8 millions de dollars au 31 juillet 2011 (643,8 millions au 31 octobre 2010) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	4 078	5 273
Contrats de cautionnement	674	957
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	594 067	637 520
	598 819	643 750

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2011, un montant de 12,8 millions de dollars était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 juillet 2011, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2010.

La dette au bilan a diminué de 22,2 millions de dollars, passant de 29,1 millions de dollars à 6,9 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a diminué de 44,9 millions de dollars, passant de 643,8 millions de dollars à 598,8 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 67,1 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2010. Les diminutions de notre dette au bilan et de notre dette hors bilan découlent des remboursements effectués au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 et de l'appréciation du dollar par rapport à la devise américaine. Notre dette hors bilan reflète également les versements liés à la signature, au cours du deuxième trimestre, d'un bail pour la location d'un nouvel aéronef.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société a diminué de 199,9 millions de dollars pour s'établir à 219,9 millions de dollars au 31 juillet 2011, comparativement à 419,8 millions de dollars au 31 octobre 2010.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2011, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 juillet 2011, il y avait 797 420 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 166 107 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 7 septembre 2011, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 895 125, dont 913 244 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, le 21 janvier 2009, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

PORTEFEUILLE

Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, la société a encaissé des montants totalisant 1,2 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 117,0 millions de dollars au 31 juillet 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 3,6 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 31 juillet 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,8 % [taux moyen pondéré de 1,5 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 5,4 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,4 % à 34,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 0,3 million de dollars, 7,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 78,1 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 38,8 millions de dollars, représentant 33,2 % de la valeur nominale de 117,0 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,6 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	5 394	5 394	(5 394)
Remboursement de capital	(1 801)	—	(1 801)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(3 901)	(3 901)	3 901
Remboursement de capital	(791)	—	(791)	—
Solde au 31 juillet 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2010	126 243	(56 561)	69 682	(1 493)
Disposition de placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 155	3 155	(3 155)
Remboursement de capital	(491)	—	(491)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	6 637	6 637	(6 637)
Remboursement de capital	(795)	—	(795)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	321	321	(321)
Remboursement de capital	(374)	—	(374)	—
Solde au 31 juillet 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2011	116 953	(38 818)	78 135	(6 958)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 177)	27 238
Catégorie A-2	63 894	(20 467)	43 427
Catégorie B	11 598	(8 331)	3 267
Catégorie C	3 403	(2 839)	564
	113 310	(38 814)	74 496
MAV 3 Traditionnels	3 643	(4)	3 639
	116 953	(38 818)	78 135

AUTRES

CHANGEMENTS À LA DIRECTION

La société a entrepris une revue de l'ensemble des opérations et la mise au point d'un plan en vue de renouer avec la rentabilité, qui porte principalement sur la réduction des coûts directs et des coûts d'exploitation, et sur une révision de son approche en matière de systèmes informatiques. À ceci s'ajoute les projets déjà en marche qui visent à optimiser la gestion des actifs du côté aérien et à améliorer la stratégie produits. Par ailleurs, la société a commencé l'implantation de changements pour simplifier ses structures organisationnelles au Canada, afin d'accélérer ses processus de décision et leur mise en œuvre. Dans ce contexte, la société a annoncé le 8 septembre 2011 le départ de Nelson Gentiletti, chef de l'exploitation, et celui de Michael DiLollo, président de Transat Tours Canada.

Au même moment, Allen B. Graham, président-directeur général d'Air Transat, a été nommé président, Transat Canada. Relevant du président et chef de la direction, M. Graham supervisera les opérations des filiales Air Transat, Transat Tours Canada, Transat Distribution Canada, Canadian Air, Air Consultants Europe et Handlex. Transat France, Transat Découvertes, tripcentral.ca et Jonview Canada relèveront directement du président et chef de la direction. André De Montigny est nommé président, Transat International, et sera responsable de Eleva Travel, Tourgreece, Trafic Tours et Turissimo, de même que des activités hôtelières, tout en demeurant vice-président, développement des affaires.

AIR TRANSAT

Le 4 août 2011, la société a annoncé que les agents de bord d'Air Transat, représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) avait ratifié l'entente de principe portant sur le renouvellement de la convention collective. La nouvelle convention, d'une durée de cinq ans, viendra à échéance en 2015.

HANDLEX

Le 15 février dernier, Handlex, une des filiales de la société, a décrété un lock-out de ses 400 employés du service de piste et de fret des aéroports de Toronto et de Montréal, à la suite du rejet de sa plus récente offre pour le renouvellement de la convention collective, qui était venue à échéance en novembre 2010, et du déclenchement d'une grève par le syndicat. Un plan de continuité a immédiatement été mis en place pour assurer le maintien des opérations et des services pour toutes les compagnies aériennes que dessert Handlex, y compris Air Transat. Le 7 mars 2011, Handlex et ses employés du service de piste et de fret aux aéroports de Toronto et de Montréal sont arrivés à une entente portant sur le renouvellement de la convention collective.

NOUVEAU FOURNISSEUR DE TRAITEMENT DE CARTES DE CRÉDIT

Le 28 février 2011, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec un deuxième fournisseur de traitement de cartes de crédit au Canada qui prend effet immédiatement et sera valide jusqu'au 28 février 2015.

Les transactions traitées par cartes de crédit au Canada en vertu de cette nouvelle entente ne seront pas assujetties à l'exigence de placer les fonds dans un compte bancaire réservé. La société est cependant assujettie au maintien d'un certain niveau de trésorerie non affectée et autres équivalents de trésorerie à la fin de chaque trimestre, de même qu'au maintien de certains ratios financiers similaires à ceux prévus aux termes de ses conventions de crédit bancaires. La survenance d'un défaut par la société de se conformer à ces exigences pourrait avoir des effets défavorables, dont l'obligation pour Transat de fournir à ce nouveau fournisseur de traitement de cartes de crédit une lettre de garantie d'un montant préétabli et calculé en fonction du volume en dollars des transactions traitées par cartes de crédit sur une base trimestrielle par ce nouveau fournisseur.

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement douze Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et dix Airbus A330 (342 sièges). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, un A310 a été retiré de la flotte et quatre A330 sont entrés en services. Les onzième et douzième A330 entreront en service au cours de l'automne 2011.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. Dans ce contexte, la société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision.

La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion,

incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La deuxième étape de son plan, qui portait sur l'identification des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions, est maintenant terminée. Pendant cette étape, la société a effectué une analyse détaillée des IFRS qui consistait d'abord à relever les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société afin de traiter en priorité les points qui seront les plus importants lors de la transition, et qui consistait ensuite à déterminer les options permises dans le cadre des IFRS à leur date d'entrée en vigueur et sur une base permanente afin d'en tirer des conclusions. La deuxième phase de cette étape comprenait une planification détaillée des besoins en technologie de l'information et en ressources humaines en ce qui a trait à la transition. En outre, nous avons identifié les procédures et les systèmes internes devant être mis à jour et adaptés, notamment les ajustements des procédures de contrôle interne en place et la mise en œuvre de mesures de contrôle interne additionnelles à l'égard de l'information financière, ainsi que des contrôles et des procédures de communication de l'information qui sont nécessaires pour certifier l'information financière pendant la période de transition et après la mise en œuvre des nouvelles normes.

Dans le cadre de la troisième étape, la société mettra en œuvre les modifications comptables et autres changements requis dans ses procédures, ses contrôles et ses systèmes internes de telle sorte qu'ils soient en place et fonctionnent effectivement pour le premier exercice de l'application des IFRS.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement en fonction des échéanciers de la réalisation des principales activités du plan de conversion aux IFRS au 31 juillet 2011.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
Information financière	Identification des différences et élaboration de solutions des choix de conventions comptables, notamment les choix autorisés selon les normes IFRS, y compris en ce qui a trait aux exemptions permises conformément à l'IFRS 1.	Durant l'exercice 2011.	Les analyses sont maintenant terminées et, dans certains cas, nous finalisons la quantification de l'incidence des différences.
	Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.	Durant l'exercice 2011.	Le développement d'un modèle d'états financiers IFRS est en cours.
	Préparer un bilan d'ouverture et compiler l'information financière afin de produire les états financiers IFRS comparatifs.	Durant l'exercice 2011.	L'analyse a débuté au cours du deuxième trimestre 2011. La préparation du bilan d'ouverture et la compilation de l'information financière est en cours.
Technologies de l'information et les systèmes de données	Évaluer les incidences des changements sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données et y apporter les modifications nécessaires.	Modifications des technologies de l'information et des systèmes de données finalisées en temps opportun afin de compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données sont en phase d'analyse finale.
Contrôles internes à l'égard de l'information financière	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les contrôles internes sont en phase d'analyse finale.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
Activités commerciales	Déterminer l'incidence de la conversion sur les activités commerciales de la société.	Modifications à terminer avant le 31 octobre 2011.	Les incidences sur les activités commerciales de la société sont en phase d'analyse finale.
Formation et communication	Offrir de la formation aux employés concernés, à la direction ainsi qu'au conseil d'administration et à ses comités pertinents, notamment le comité d'audit.	Durant les exercices 2010 et 2011.	La formation est offerte en temps opportun conformément à l'échéancier des travaux de conversion.
	Communiquer la progression du plan de conversion aux parties intéressées internes et externes.	Durant les exercices 2010 et 2011.	Communication interne et externe périodique d'information sur notre progression.

La société a évalué certaines des exemptions de l'application rétrospective intégrale des IFRS selon l'IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière, à la date d'entrée en vigueur, ainsi que leur possible incidence sur les états financiers consolidés de la société. En fonction de l'avancement des travaux, lors de l'adoption des IFRS, les exemptions susceptibles d'avoir une incidence pour la société, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupements d'entreprises	La société prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 ^{er} novembre 2010.
Avantages du personnel	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestation déterminée dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer IAS 19 – <i>Avantage du personnel de façon prospective</i> . L'application de cette exemption devrait se traduire pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 6,7 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Écart de conversion cumulé	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts de conversion cumulés dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS. L'application de cette exemption devrait se traduire pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 16,8 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Transaction de paiements fondés sur des actions	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2 – <i>Transaction de paiements fondés sur des actions</i> à ses transactions dont le paiement est fondé sur des acquis avant la date de transition.

La société analyse présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts dans les conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et par la suite, au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière ainsi que des impacts liés aux états financiers sont prévus pour les sujets importants suivants :

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Présentation des états financiers et information à fournir	<ul style="list-style-type: none"> Un format différent et des divulgations additionnelles aux notes des états financiers sont exigés selon les normes IFRS. 	Un modèle d'états financiers a été préparé et demeure sujet à des changements en fonction des conclusions de notre travail global.

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> Une comptabilisation distincte des composantes liées aux actifs importants et amortissement des composantes sur des durées de vie utile différente. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Dépréciation de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> Un regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les écarts d'acquisition sont alloués et testés sur la base de l'UGT, ou le groupe d'UGT profitant de synergies collectives, auquel ils se rapportent. En certaines occasions, la dépréciation constatée antérieurement sur des actifs autres que l'écart d'acquisition doit être renversée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Contrat de location	<ul style="list-style-type: none"> Les directives IFRS prescrivent l'utilisation de seuils qualitatifs plutôt que de seuils quantitatifs, tels qu'établis selon les PCGR du Canada, relativement à la comptabilisation de contrats de location-acquisition. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats. Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres. Les participations sans contrôle sont présentées comme un élément distinct des capitaux propres. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Impôts sur le bénéfice	<ul style="list-style-type: none"> La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Provisions et éventualités	<ul style="list-style-type: none"> Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels; ce qui pourrait affecter le moment auquel une provision est comptabilisée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfices non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes. Subséquentement à la transition aux IFRS, une entité peut constater la variation des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il pourrait y avoir des différences avec des incidences significatives pour la société à la date de transition aux normes IFRS. Cependant, la société constatera les variations des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus, sans incidence à l'état des résultats.

Le tableau ci-dessus indique les différences importantes et traite uniquement les éléments qui ont été identifiés résultant de l'avancement de notre plan de transition à ce jour et ne doit pas être considéré comme exhaustif. Il pourrait être modifié d'ici à l'achèvement des étapes subséquentes du plan de transition pour refléter de possibles modifications aux IFRS avant leur adoption par la société.

À mesure que la société évalue les obligations des IFRS, des ajustements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière et aux contrôles et procédures de communication de l'information seront requis et de nouveaux contrôles pourraient être nécessaires.

La société s'est assurée d'avoir les ressources internes et externes appropriées pour mener à bien le plan de transition dans les délais requis. La société offre en outre des séances de formation suffisantes à toutes les ressources concernées. Pendant la transition, la société surveillera les modifications en cours vers les IFRS et ajustera le plan de transition en conséquence. La direction fournit périodiquement au comité d'audit des mises à jour de la progression du processus de transition ainsi que des indications, des décisions et des conclusions sur les options liées aux IFRS. Le processus de transition de la société est actuellement conforme à son calendrier de mise en œuvre qui prévoit la communication initiale de l'information financière selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Durant la période de passage aux IFRS, la société surveille régulièrement l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur l'adoption des normes IFRS, les ajustements qui seront apportés et leur nature.

De l'information additionnelle sur les effets de l'adoption des IFRS sur les états financiers consolidés de la société sera communiquée dans les prochains rapports de gestion.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 juillet 2011 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

L'été, le marché transatlantique au départ du Canada et de l'Europe représente une portion très importante des affaires de la Société. Pour le quatrième trimestre, la capacité est supérieure d'environ 12 % à celle déployée en 2010. Un peu plus de 80 % de cette capacité a été vendue et les taux de remplissage sont inférieurs de 4 % à ceux de 2010 à pareille date. Les prix de ventes (incluant les surcharges carburant) sont similaires à l'an passé et ce, en dépit de la hausse d'environ 30 % des coûts du carburant exprimés en dollars canadiens.

En France, les réservations moyens-courriers accusent un certain retard lié aux événements en Afrique du Nord. La baisse de celles-ci, notamment pour la Tunisie et l'Égypte, est cependant partiellement compensée par une hausse sur d'autres destinations. Sur le long-courrier, les réservations sont plus de 10 % supérieures à l'an passé. Les prix de vente moyens sont supérieurs à l'an dernier.

Transat prévoit pour le quatrième trimestre des résultats inférieurs aux résultats record enregistrés en 2010.

TRANSAT A.T. INC.
BILANS CONSOLIDÉS

	Au 31 juillet 2011	Au 31 octobre 2010
(en milliers de dollars) (non audités)	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	307 642	180 627
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	301 759	320 428
Débiteurs	131 062	146 944
Impôts sur les bénéfices à recevoir	20 554	4 738
Actifs d'impôts futurs	3 368	2 895
Stocks	10 621	9 867
Frais payés d'avance	66 789	50 297
Instruments financiers dérivés	5 806	868
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	30 063	12 554
Total de l'actif à court terme	877 664	729 218
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 3]</i>	36 125	32 222
Placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	78 135	72 346
Dépôts	28 933	29 837
Actifs d'impôts futurs	18 035	9 650
Immobilisations corporelles	86 413	88 376
Écarts d'acquisition	111 008	112 454
Autres actifs incorporels	57 100	50 464
Instruments financiers dérivés	—	23
Placements et autres actifs <i>[note 5]</i>	61 424	64 868
	1 354 837	1 189 458
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	419 918	300 355
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	28 776	18 301
Impôts sur les bénéfices à payer	7 176	14 608
Passifs d'impôts futurs	13	106
Dépôts de clients et revenus reportés	386 703	313 695
Instruments financiers dérivés	10 771	4 116
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	6 535	13 768
Total du passif à court terme	859 892	664 949
Dette à long terme <i>[note 6]</i>	344	15 291
Provision pour remise en état des aéronefs loués	11 115	12 408
Autres passifs <i>[note 7]</i>	48 423	45 368
Passifs d'impôts futurs	12 208	12 370
	931 982	750 386
Capitaux propres		
Capital-actions <i>[note 8]</i>	219 056	217 604
Bénéfices non répartis	222 973	230 703
Surplus d'apport	11 232	9 090
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[note 9]</i>	(30 406)	(18 325)
	422 855	439 072
	1 354 837	1 189 458

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

AVIS

Les auditeurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par l'auditeur.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non audités)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées	
	2011	2010	2011	les 31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Revenus	936 974	867 344	2 848 237	2 720 292
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	482 893	468 229	1 662 839	1 689 917
Carburant d'aéronefs	137 106	86 376	307 273	213 821
Salaires et avantages sociaux	96 826	85 794	279 034	253 644
Commissions	33 461	34 630	136 239	127 738
Entretien d'aéronefs	29 419	23 707	83 653	67 030
Frais d'aéroports et de navigation	32 115	25 733	73 311	59 809
Loyer d'aéronefs	17 848	13 595	49 758	41 192
Autres	92 702	75 339	246 996	217 411
	922 370	813 403	2 839 103	2 670 562
	14 604	53 941	9 134	49 730
Amortissement	10 800	11 858	33 057	36 083
Intérêts sur la dette à long terme	307	489	1 081	1 678
Autres intérêts et frais financiers	593	695	1 595	1 572
Revenus d'intérêts	(1 934)	(673)	(5 638)	(1 710)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	8 342	2 968	(3 651)	(7 350)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(144)	(428)	1 212	(97)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	(321)	3 901	(6 958)	(1 493)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration	—	(76)	—	(1 036)
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette d'une société satellite	(138)	104	(1 186)	(2 241)
	17 505	18 838	19 512	25 406
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	(2 901)	35 103	(10 378)	24 324
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	7 912	14 244	2 280	11 365
Futurs	(8 151)	(413)	(7 376)	(3 014)
	(239)	13 831	(5 096)	8 351
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(2 662)	21 272	(5 282)	15 973
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(215)	(347)	(2 448)	(2 722)
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 877)	20 925	(7 730)	13 251
Bénéfice (perte) par action <i>[note 8]</i>				
De base	(0,08)	0,55	(0,20)	0,35
Dilué(e)	(0,08)	0,55	(0,20)	0,35

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars) (non audités)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 877)	20 925	(7 730)	13 251
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	285	7 174	903	41 250
Reclassement dans les résultats	(2 363)	(4 020)	(6 945)	(20 126)
Impôts futurs	565	(943)	1 570	(6 319)
	(1 513)	2 211	(4 472)	14 805
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	(1 553)	3 038	(7 609)	(14 379)
	(3 066)	5 249	(12 081)	426
Résultat étendu de la période	(5 943)	26 174	(19 811)	13 677

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars) (non audités)	Capital-	Surplus	Bénéfices non	Cumul des autres	Capitaux
	actions	d'apport	répartis	éléments du	propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2009	216 236	6 642	165 096	(20 613)	367 361
Bénéfice net de la période	—	—	13 251	—	13 251
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	426	426
Émission de la trésorerie	951	—	—	—	951
Options exercées	142	—	—	—	142
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	1 770	—	—	1 770
Solde au 31 juillet 2010	217 329	8 412	178 347	(20 187)	383 901
Bénéfice net de la période	—	—	52 356	—	52 356
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	1 862	1 862
Émission de la trésorerie	275	—	—	—	275
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	678	—	—	678
Solde au 31 octobre 2010	217 604	9 090	230 703	(18 325)	439 072
Perte nette de la période	—	—	(7 730)	—	(7 730)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(12 081)	(12 081)
Émission de la trésorerie	978	—	—	—	978
Exercice d'options	474	—	—	—	474
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	2 142	—	—	2 142
Solde au 31 juillet 2011	219 056	11 232	222 973	(30 406)	422 855

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars) (non audités)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées	
	2011	2010	2011	les 31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 877)	20 925	(7 730)	13 251
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :				
Amortissement	10 800	11 858	33 057	36 083
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	8 342	2 968	(3 651)	(7 350)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(144)	(428)	1 212	(97)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	(321)	3 901	(6 958)	(873)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration <i>[note 10]</i>	—	(76)	—	(1 036)
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette d'une société satellite	(138)	104	(1 186)	(2 241)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	215	347	2 448	2 722
Impôts futurs	(8 151)	(413)	(7 376)	(3 014)
Charge de retraite	573	566	1 720	1 699
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	598	699	2 142	1 770
	8 897	40 451	13 678	40 914
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	35 686	8 439	185 169	129 585
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(3 719)	(4 130)	(10 421)	(18 755)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 500	3 394	9 182	3 149
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 364	48 154	197 608	154 893
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(14 109)	(7 552)	(39 192)	(15 877)
Dispositions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels liés à la restructuration	—	61	—	1 605
Encaissements de placements dans des PCAA	374	791	1 169	2 592
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	—	—	(4 197)	(3 684)
Contrepartie versée pour une société acquise <i>[note 7]</i>	—	—	—	(504)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 735)	(6 700)	(42 220)	(15 868)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	—	(34 612)	(15 076)	(78 466)
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	(23)	—	(6 825)	(10 033)
Produit de l'émission d'actions	346	318	1 325	1 093
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(304)	—	(2 528)	(2 078)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	19	(34 294)	(23 104)	(89 484)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 248)	3 152	(5 269)	(12 815)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	29 400	10 312	127 015	36 726
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	278 242	206 966	180 627	180 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	307 642	217 278	307 642	217 278
Informations supplémentaires				
Impôts sur les bénéfices payés	2 096	(338)	24 619	(8 177)
Intérêts payés	245	291	1 476	2 438

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non auditées]

Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2010.

Note 2 MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les normes IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société n'a pas l'intention d'adopter ces modifications par anticipation.

Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 260 828 \$ [266 617\$ au 31 octobre 2010] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 77 056 \$, dont 36 125 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [86 033 \$ au 31 octobre 2010, dont 32 222 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, le 21 janvier 2009, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

PORTEFEUILLE

Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, la société a encaissé des montants totalisant 1 169 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 116 953 \$ au 31 juillet 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 3 643 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 31 juillet 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations de la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,8 % [taux moyen pondéré de 1,5 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 5,4 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,4 % à 34,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 321 \$, 6 958 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 78 135 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 38 818 \$, représentant 33,2 % de la valeur nominale de 116 953 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 600 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	5 394	5 394	(5 394)
Remboursement de capital	(1 801)	—	(1 801)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(3 901)	(3 901)	3 901
Remboursement de capital	(791)	—	(791)	—
Solde au 31 juillet 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2010	126 243	(56 561)	69 682	(1 493)
Disposition de placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 155	3 155	(3 155)
Remboursement de capital	(491)	—	(491)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	6 637	6 637	(6 637)
Remboursement de capital	(795)	—	(795)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	321	321	(321)
Remboursement de capital	(374)	—	(374)	—
Solde au 31 juillet 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2011	116 953	(38 818)	78 135	(6 958)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 177)	27 238
Catégorie A-2	63 894	(20 467)	43 427
Catégorie B	11 598	(8 331)	3 267
Catégorie C	3 403	(2 839)	564
	113 310	(38 814)	74 496
MAV 3 Traditionnels	3 643	(4)	3 639
	116 953	(38 818)	78 135

Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Placement dans Caribbean Investments B.V.	58 625	61 239
Frais reportés, solde non amorti	1 079	1 868
Autres placements	79	115
Divers	1 641	1 646
	61 424	64 868

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2010	61 239
Quote-part du bénéfice net	1 186
Écart de conversion	(3 800)
Solde au 31 juillet 2011	58 625

Note 6 DETTE À LONG TERME

	Au 31 juillet 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 6 667 \$ US [13 333 \$ US au 31 octobre 2010]	6 359	13 584
Montant utilisé en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif échéant en 2012	—	15 000
Autres	520	475
	6 879	29 059
Moins versements échéant à moins d'un an	6 535	13 768
	344	15 291

Note 7 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Passif au titre des prestations constituées	19 756	18 630
Avantages incitatifs reportés	21 215	18 500
Part des actionnaires sans contrôle	7 452	8 238
	48 423	45 368

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 504 \$ (350 €), la part des actionnaires sans contrôle de Tourgreece Tourist Enterprises S.A, soit le solde des actions (10 %) qu'elle ne détenait pas.

Note 8 CAPITAUX PROPRES

A) CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2010	37 849 834	217 604
Émission de la trésorerie	76 795	978
Exercice d'options	36 898	474
Solde au 31 juillet 2011	37 963 527	219 056

Au 31 juillet 2011, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 797 420 et 37 166 107.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2010	1 722 302	16,04
Attribuées	237 239	19,24
Exercées	(36 898)	9,41
Annulées	(27 518)	17,13
Solde au 31 juillet 2011	1 895 125	16,56
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2011	913 244	19,54

C) BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

(en milliers, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	(2 877)	20 925	(7 730)	13 251
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 044	37 904	37 910	37 782
Options d'achat d'actions	—	313	—	253
Débeture pouvant être réglée en actions à droit de vote	—	—	—	4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	38 044	38 217	37 910	38 039
Bénéfice (perte) par action				
De base	(0,08)	0,55	(0,20)	0,35
Dilué(e)	(0,08)	0,55	(0,20)	0,35

Étant donné les pertes enregistrées au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet, les 1 895 125 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, 544 805 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la société pour les périodes correspondantes.

Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 se détaille comme suit :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion reportés	Cumul des autres éléments du résultat étendu
	\$	\$	\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2010	(1 522)	(16 803)	(18 325)
Variation au cours de la période	(2 959)	(6 056)	(9 015)
Solde au 30 avril 2011	(4 481)	(22 859)	(27 340)
Variation au cours de la période	(1 513)	(1 553)	(3 066)
Solde au 31 juillet 2011	(5 994)	(24 412)	(30 406)

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 se détaille comme suit :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2009	(17 043)	(3 570)	(20 613)
Variation au cours de la période	12 594	(17 417)	(4 823)
Solde au 30 avril 2010	(4 449)	(20 987)	(25 436)
Variation au cours de la période	2 211	3 038	5 249
Solde au 31 juillet 2010	(2 238)	(17 949)	(20 187)

Note 10 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 31 juillet 2011			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	624 386	312 588	936 974	2 208 423	639 814	2 848 237
Dépenses d'exploitation	640 354	282 016	922 370	2 220 791	618 312	2 839 103
	(15 968)	30 572	14 604	(12 368)	21 502	9 134
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[1]				146 296	108 225	254 521

	Trimestre terminé le 31 juillet 2010			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	544 063	323 281	867 344	2 087 609	632 683	2 720 292
Dépenses d'exploitation	517 482	295 921	813 403	2 051 869	618 693	2 670 562
	26 581	27 360	53 941	35 740	13 990	49 730
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[2]				139 705	111 589	251 294

^[1] Au 31 juillet 2011

^[2] Au 31 octobre 2010

Note 11 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés audités 2010 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats, de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2011, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 554 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2011, le montant total de ces garanties s'élevait à 674 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2011, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

La société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2011, un montant de 12 832 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

